

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Séance plénière

Madame Hernu, Inspectrice d'Académie- Inspectrice Pédagogique Régionale de lettres anime ce jour, mercredi 3 décembre 2003, le débat national au sein de la communauté éducative au collège du Haillan. Madame l'Inspectrice rappelle les enjeux de la réflexion en s'appuyant sur des données chiffrées extraites du rapport des experts. L'après-midi étant consacrée à des ateliers autour des questions 5 et 8, la matinée, conformément aux vœux de son organisateur est laissée à un débat ouvert. L'on doit s'efforcer cependant de réduire le champ de la réflexion -précise Madame L'Inspectrice après avoir explicité pour tout le monde les différents domaines engagés- et tout particulièrement sans doute, faut-il commencer par engager la discussion sur les missions générales de l'école (questions 1 et 2)

La parole est ensuite laissée à la salle.

Deux refus de participation s'expriment d'abord et quelques professeurs souhaitent que l'on inscrive dans la synthèse l'idée négative qu'ils se font du débat considéré comme « factice ».

La discussion s'engage ensuite très rapidement sur la question de la formation des professeurs non titulaires, et sur la capacité de l'école d'aujourd'hui à former véritablement des citoyens.

Cette première question de la formation, y compris celle des titulaires, reviendra comme un fil rouge durant tout le débat et permettra de proposer l'une des trois priorités. Elle recoupe d'ailleurs celle des enfants en grande difficulté de lecture et de ce que l'école est ou non capable de leur proposer. Cette question est examinée à plusieurs reprises et sous des angles différents : on manque de personnels pour s'occuper des élèves en difficulté (infirmières, assistantes sociales, COP etc.) ; les professeurs ne peuvent résoudre des problèmes d'ordre psychologiques, sociaux ou médicaux ; certaines difficultés sont déjà anciennes (primo-arrivants, gens du voyage) et tout se passe comme si l'on ne parvenait toujours pas à améliorer notre réponse. Notre école est à la fois, suggère un participant, égalitaire et injuste.

Dans le même ordre d'idée, mais de façon plus générale, on aborde la question des temps et des lieux que l'école parvient ou non à consacrer pour aider tous les élèves qui en ont besoin : pourquoi avoir supprimé les études du soir ? Qui doit pouvoir s'occuper de ces heures d'étude ? Faut-il des spécialistes ? Pourquoi ne pas construire une collaboration avec les parents ? La municipalité ? Les associations ? Sur ce sujet des désaccords se font jour entre ceux qui lient l'étude du soir à la grande difficulté et ceux qui voudraient l'en distinguer ; Mais aussi entre ceux qui souhaitent voir l'étude rester au collège et ceux qui l'imaginent se décentrant en d'autres lieux ; entre ceux, enfin, qui ne souhaitent pas la voir passer aux mains de « n'importe qui » et ceux qui croient aux vertus du bénévolat.

Lorsque la réflexion conduira plus largement à s'interroger sur les missions générales de l'école, des idées différentes, parfois complémentaires s'exprimeront. L'école doit-elle se concentrer sur les savoirs ? A cette affirmation posée clairement par certains, d'autres répondent que l'école doit permettre d'évoluer et de grandir, de comprendre et de faire des choix, d'apprendre à apprendre ; Tous s'accordent à dire que le collège ne permet pas suffisamment à chaque enfant de s'adapter, dans ses propres rythmes et avec ses différences. La question des enfants dyslexiques, déjà abordée au travers des difficultés de lecture est ici à nouveau soulevée.

La réflexion, dans son ensemble, aura donc porté sur la capacité de l'école à faire face à des situations qui sortent de la norme. Sont revenus, comme un leitmotiv, de forts regrets sur les moyens donnés à cette école. On regrette tout particulièrement un déficit en personnels non enseignants et toujours des tailles de classe, qui contraignent trop souvent à travailler devant 25 à 30 élèves.

A l'issue du débat, six priorités sont dégagées, libellées comme suit :

1/ Créer une classe SAS entre le CM2 et la 6^{ème} pour les élèves en très grande difficulté de lecture et, donc, à effectifs ne dépassant pas 6 élèves.

2/ Poursuivre la réduction des effectifs des classes.

3/ Assouplir et diversifier les rythmes d'apprentissage.

4/ Assouplir et diversifier les rythmes d'apprentissage à l'intérieur d'une structure unique qui visent les mêmes objectifs pour tous.

5/ En formation initiale à l'IUFM, donner à tous les enseignants quelle que soit leur discipline, les moyens d'être de véritables professionnels de l'apprentissage de la lecture (détecter et évaluer les difficultés, y remédier, faire face à l'illettrisme et à la dyslexie tout particulièrement.)

6/ Mettre en place dans les collèges une étude du soir, proposée de façon systématique, selon un cadre et des modalités qui restent à définir.

Trois priorités parmi celles-ci ont été dégagées par un vote à main levée

1/ Assouplir et diversifier les rythmes d'apprentissage.

2/ En formation initiale à l'IUFM, donner à tous les enseignants quelle que soit leur discipline, les moyens d'être de véritables professionnels de l'apprentissage de la lecture (détecter et évaluer les difficultés, y remédier, faire face à l'illettrisme et à la dyslexie tout particulièrement.)

3/ Mettre en place dans les collèges une étude du soir, proposée de façon systématique, selon un cadre et des modalités qui restent à définir.

Les participants se séparent à l'issue du vote.

Au Haillan

**La secrétaire de séance
Madame Colombani, principale-adjointe
Relu par Madame HERNU**

ATELIERS DE L'APRES MIDI

Animé par Madame HERNU IA IPR

Question n°5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences, et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

L'ensemble des participants prend d'abord connaissance de la fiche n°5, puis, le débat commence.

C'est en termes de **compétences** que l'on choisit d'abord d'entrer dans la réflexion, et plus particulièrement en terme de compétences transversales. Les termes « d'**interdisciplinarité** » ou de « transdisciplinarité » sont rapidement utilisés. La « matière » proprement dite (c'est à dire la « discipline ») semble presque, à ce stade de la réflexion, un enfermement. On souhaiterait, par exemple, travailler dans chaque discipline sur des compétences communes, ou pouvoir trouver un temps d'échange et de réflexion à partir d'une lecture croisée de nos programmes. Rapidement, pourtant, il apparaît que si l'interdisciplinarité souffre parfois d'un manque de « moyens », elle peut aussi souffrir, de la part de tous les acteurs –y compris les élèves eux-mêmes- d'un manque d'adhésion. Chacun continue de se définir dans sa spécialisation et sa monovalence et est reconnu comme tel par les élèves ; partant, le travail « interdisciplinaire » suppose des échanges construits, des volontés explicites et souffre peut-être d'une certaine lourdeur. En fait, il semble que le travail interdisciplinaire bénéficie d'une considération très positive sans être pour autant inscrit dans la culture et les habitudes de l'école. C'est pourquoi, insistent les participants, il a besoin **d'une impulsion forte en termes institutionnels**.

Les IDD, qui correspondent à cette inscription institutionnelle, occupent ensuite la réflexion des participants. Il semble qu'ils permettent en effet de travailler et d'évaluer des compétences de façon différente. C'est en particulier le cas de **l'oral** qui y trouve tout naturellement sa place. C'est ainsi que le débat se déplace sur la question de l'oral. De quelle compétence s'agit-il exactement ? Est-elle véritablement spécifique et en quoi ? Est-elle essentielle ? Et si oui, comme chacun semble le dire, pourquoi ne trouve-t-on pas toujours le temps de la travailler dans le cadre de la classe ?

Le débat se déplace ensuite vers les « **règles de comportement** ». On rappelle la morale explicite qui commençait la journée dans une école désormais disparue. Faut-il la regretter comme certains le font parfois ? Mais en supposant que cela soit encore signifiant, est-on sûr que le

consensus de la Nation est toujours aussi grand en termes de morale sociale ? Les participants ne trancheront pas. Ils affirment cependant la nécessité de règles qui permettent **une vie collective harmonieuse**. Ces règles ont toute leur place dans des établissements scolaires toujours organisés par leur règlement. En ce sens l'École n'a rien abdiqué de ses devoirs. Sans doute convient-on que l'**autorité** de l'école est plus difficile à défendre qu'autrefois, elle ne va plus de soi, mais au fond sa demande est toujours là et lorsque l'on tient bon, contre les oppositions naturelles de l'adolescence, ou contre celles plus culturelles de notre temps, on parvient peu à peu à construire ce nécessaire respect de l'autorité. Les participants ont même le sentiment, rejoignant en cela certaines statistiques, que la situation est plutôt plus favorable qu'il y a quatre ou cinq ans.

La réflexion sur les « **connaissances** » aura, finalement, bien du mal à se tenir. L'on se met de nouveau d'accord sur des... compétences. Il faut :

- Ecrire le plus possible et le plutôt possible,
 - Lire et savoir lire
 - Construire un raisonnement argumenté
 - Construire des idées
 - Savoir nommer
- Etc.

Mais, même si l'on reconnaît que sans connaissances toutes ces compétences tournent à vide, les définir et les circonscrire reste une tâche difficile. Quelques directions se dessinent cependant : résister à l'**empilement des savoirs** mais sans réduire la **diversité des domaines** de connaissance dans le parcours des collégiens ; résister au **technicisme**, persister à transmettre un **patrimoine culturel** commun. Se dessinera très fortement le souhait de réintroduire, **pour tous, un volet de travail manuel et technique** qui ne consiste pas forcément en l'invention d'une nouvelle discipline, mais qui tienne bien plutôt en une **autre manière de travailler** celles déjà existantes et tout particulièrement la technologie et les sciences expérimentales.

Il apparaît à tous que la question récurrente : « **à quoi ça sert ?** » à laquelle parfois chacun de nous a du mal à répondre, ne saurait épuiser à elle seule le **sens des savoirs**. C'est sur cette question difficile que se termine notre atelier.

QUESTION N° 8 : COMMENT MOTIVER ET FAIRE TRAVAILLER EFFICACEMENT LES ELEVES

Animateur : Philippe Royer, parent d'élèves FCPE

Rapporteurs : Catherine Bichon et Viviane Herbin, parents d'élèves FCPE

Après une présentation par Philippe Royer des réflexions préalables des parents FCPE sur ce thème, les différents points suivants ont été abordés

- Matières optionnelles :

Selon une intervention d'un professeur de musique, l'enseignement de la musique et des arts plastiques deviendra optionnel à court terme. Cela paraît être un frein à l'intérêt des élèves. De plus on irait vers une image élitiste de la musique. Les matières dites non fondamentales permettent souvent de valoriser les élèves. Chanter devant les autres les aide à lutter contre leur timidité, à se mettre en avant à la période de l'adolescence où les élèves ont du mal à s'épanouir. D'autre part les matières artistiques remontent les moyennes générales et sont donc appréciées des élèves.

- La notation :

L'évaluation des élèves sous forme de notation est-elle un véritable élément de valorisation ?

La note est un repère dont on ne peut pas se passer mais n'y accordons nous pas trop d'importance ?

Futilité des notes ; le passage est assuré que la moyenne soit de 5 ou de 15.

- Le temps :

Les contenus sont les mêmes que dans les années soixante-dix mais le temps que l'on peut y consacrer a diminué. Pour présenter les choses de façon intéressante il faut du temps. Boucler un programme est une motivation d'enseignant. Cela ne doit pas le priver pour autant de pouvoir s'étendre sur certains points du programme qui permettent de rendre l'élève acteur. Plus d'heures de cours c'est la possibilité de faire des travaux dirigés et de donner du « coffre » à l'enseignement. N'y a-t-il pas une hypocrisie dans la mise en place des Itinéraires De Découverte ? N'a-t-on pas voulu faire croire qu'ils pourraient remplacer les travaux dirigés et réveiller la motivation des élèves ?

- Les effectifs :

Dans les sciences expérimentales, il est impossible voir dangereux de travailler si l'on est pas en demi groupes. Le petit effectif permet une participation accrue. La motivation passe par la réduction des effectifs.

- La pression :

Les enseignants sont très exigeants sur le matériel, la tenue des cahiers, l'attitude en classe et chaque enseignant a ses propres exigences. Les parents souvent en ont d'autres. On demande aux élèves de tout apprendre, de tout comprendre et on ne cesse de les réprimander. Il faut faire baisser la pression qui pèse sur les élèves tant au collège qu'à la maison.

- Les parents :

Les parents ont une part de responsabilité dans la motivation des élèves : comment leur parlent-ils de l'école en famille ? La valorisent-ils ? Avant l'entrée des enfants à l'école les parents peuvent faire naître la motivation des enfants pour l'enseignement, et pendant la scolarité les enseignants se joignent à eux pour leur donner le goût d'une matière.

- La pédagogie différenciée :

Les classes hétérogènes ne favorisent pas la motivation pour travailler efficacement : les meilleurs s'ennuient et les plus faibles se sentent lâchés, au contraire les groupes de niveau grâce à des pédagogies différenciées donnent à ceux qui en ont besoin les bases essentielles pour leur ouvrir les portes de l'avenir.

- Enseignement privé :

L'enseignement public a abandonné au privé la prise en charge des élèves dits hors normes qu'ils soient brillants ou en difficultés parce que surdoués ou top faibles. Le privé s'est adapté à ces cas en leur offrant des cours en petit effectif.

- Organisation matérielle :

Des salles spécialisées dans l'enseignement des mathématiques, du français, de l'histoire géographie et des langues pourvues chacune de manuels pour plusieurs divisions et des outils spécifiques à chaque enseignant permettraient d'alléger les cartables.

Ou encore, des salles pourraient être réservées à chaque classe pour l'enseignement des matières ne nécessitant pas de salles spécifiques. Les enseignants se déplaceraient à chaque changement de cours et les élèves ainsi plus sédentaires souffriraient moins du poids du cartable et des bousculades dans les parties communes.

La généralisation des sorties pédagogiques durant le mois de septembre permettrait aux élèves de mieux se connaître et à la classe d'être plus soudée.

Il faut donner la possibilité aux élèves de travailler en permanence par petits groupes et d'être aidés par d'autres élèves ou par des adultes.

Il faut que l'enseignement passe de l'abstraction au concret en permettant aux élèves de faire des stages en entreprise dès la 4^{ième} et que les établissements ouvrent leurs portes aux professionnels afin qu'ils viennent parler de leurs métiers.

- Le redoublement :

Le redoublement est-il bon ou mauvais n'a pas reçu de réponse autre qu'un constat statistique sur l'efficacité de celui-ci..

Rien ne sert de faire redoubler un élève si on ne peut lui offrir les moyens de réussir son redoublement

LES CONCLUSIONS DU GROUPE :

Diminuer le nombre des élèves dans les classes et augmenter les horaires en demi-groupes.

Adapter (aménager) la manière dont sont traités les programmes en fonction de l'intérêt des élèves.

Donner une reconnaissance positive aux élèves, même à ceux en difficulté. En améliorant la qualité des permanences qui doivent devenir des études dirigées.

Problème de la "futilité des notes " puisque le passage est assuré que la moyenne soit 5 ou 15.

S'ouvrir sur l'extérieur et sortir de l'abstraction : stage en entreprise en quatrième, venue des professionnels au collège

Le redoublement est-il bon ou mauvais, n'a pas reçu de réponse autre qu'un constat statistique sur l'efficacité de celui-ci.